

Bulletin d'histoire politique

Au cul des chevaux et des bœufs : logistique rétrospective 101

Yves Tremblay



Volume 21, numéro 3, printemps-été 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1015334ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1015334ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Tremblay, Y. (2013). Compte rendu de [Au cul des chevaux et des bœufs : logistique rétrospective 101]. *Bulletin d'histoire politique*, 21(3), 202–214.
<https://doi.org/10.7202/1015334ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2013

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Au cul des chevaux et des bœufs : logistique rétrospective 101

YVES TREMBLAY

historien

Ministère de la Défense nationale, Ottawa

La politique militaire, la stratégie en théâtre d'opération et la tactique attirent de nombreux étudiants, mais la logistique reste trop souvent une parente pauvre. C'est sous cet angle vital, littéralement, pour la survie d'une armée en campagne que je voudrais commenter quelques livres récents sur la guerre de Sept Ans et la guerre de 1812-1814.

Veyssière, Laurent et Bertrand Fonck (dir.), *La guerre de Sept Ans en Nouvelle-France*, préface de Serge Bernier, Québec, Les éditions du Septentrion, 2012, 364 p. + 32 pl. couleur.

Mais auparavant, il faut dire que l'aspect le plus frappant de ce livre est la composition du panel d'historiens invités. Pour une spécialité difficile et ne comptant pas énormément de spécialistes, notamment peu de spécialistes du Québec et relativement peu en France (de la guerre de Sept Ans en Amérique je veux dire), il est logique de recourir au procédé du colloque sur invitation. Ils sont dix-neuf ici : dix Canadiens et Québécois (A. Balvay, S. Bernier, R. Chartrand, M. Fournier, L. Lépine, R. Lessard, J. Mathieu, P. MacLeod, D. Morton et H. Quimper) ; sept Français (O. Chaline, B. Fonck, F. Guelton, L. Nerich, J.-P. Poussou, F. Ternat et L. Veyssière), un Britannique (S. Brumwell) et un Américain (N. Westbrook). Un bon équilibre atlantique. Seulement deux de ceux-ci sont des professeurs d'université actifs (Chaline et Ternat), trois autres étant retraités (Mathieu, Morton et Poussou) ; cinq sont des conservateurs (Fonck, Lessard, MacLeod,

Quimper et Veyssière), plus deux conservateurs retraités (Chartrand et Westbrook); quatre sont chercheurs indépendants (Balvay, Brumwell, Fournier et Lépine), la catégorie des statuts précaires (sauf Brumwell); deux sont des administrateurs de centres de recherche officiels, retraités tous deux (Bernier et Guelton); le dernier est un militaire français d'active (Nerich).

Plusieurs contributions pourraient difficilement passer pour des travaux de recherche : dans la première partie, Brumwell expose le caractère mondial du conflit en bon connaisseur de la littérature sur le sujet sans plus, alors que Guelton, en replaçant la guerre de Sept Ans dans le contexte de la rivalité séculaire anglo-française, fait beaucoup plus. Cette partie est aussi historiographique, avec Poussou et Mathieu. Plus loin, quelques articles sont vraiment sommaires, ceux de Marcel Fournier et de Peter Macleod, d'autres de bons (Chaline et Quimper) ou de moins bons (Morton et Lépine) résumés, sûrement pas des travaux de recherche.

Je partirai de la contribution substantielle de Fonck pour illustrer ce qui cloche avec plusieurs des communications ici réunies, qui à quelques exceptions, pagaient dans un océan comme dans un canal, c'est-à-dire toujours dans la même direction, alors que l'horizon est ouvert sur 360 degrés.

On sait la pesanteur attachée au conflit entre Montcalm et Vaudreuil à propos de la stratégie à privilégier, avec des conséquences sur l'emploi des forces légères en particulier. Le débat est ancien. Fonck n'est pas le premier à le présenter comme l'expression de deux cultures, l'une canadienne, l'autre métropolitaine. Après avoir bien présenté l'argument, notre auteur écrit que :

Le discours des officiers généraux venus de France combattre sur le sol américain permet finalement de pointer ce que la guerre de Sept Ans, ou en tout cas les représentations que véhiculent les contemporains, peuvent avoir de codifié et de figé. Il laisse également percevoir un décalage entre d'une part les conceptions de ces professionnels façonnés par leur expérience de la guerre et l'assimilation de principes hérités d'une longue tradition, et d'autres part les réalités du conflit européen, marqué par un conservatisme certain mais également par des évolutions portées notamment par l'armée prussienne. La sauvagerie des Amérindiens confortait une certaine prévention de l'officier européen contre la petite guerre et les troupes irrégulières, quand les Canadiens pratiquaient encore la guerre des partis comme on le faisait en Europe au siècle précédent¹, et sans que les mentalités aient évolué de la même manière qu'outre-Atlantique. L'apport de la petite guerre était reconnu de tous, mais son articulation avec les grandes opérations n'en devait pas moins se faire au bénéfice de ces dernières².

Pour des raisons politiques, du vivant de Montcalm, après le retour de Vaudreuil en France, après le rapport Durham et au début des recherches québécoises sur l'histoire nationale, de l'abbé Casgrain à Guy Frégault inclusivement, il seyait à tous d'en rester à cette opposition qui, bien que

réelle entre les acteurs du temps, est un peu courte pour des historiens qui ont le bénéfice d'avoir toutes les archives et toute la sérénité pour les exploiter. Le concept de mentalités déphasées n'éclaire en rien le dilemme auquel étaient confrontés les principaux décideurs. Ce dilemme est trop complexe pour être réduit à l'aspect culturel, dont on peut se demander s'il n'est pas aussi la projection de préjugés récents sur un passé qu'on refuse d'étudier en lui-même.

Il n'y a jamais eu *une* meilleure stratégie ni peut-être même *une* bonne stratégie. La stratégie est non seulement affaire de choix conditionnés par des mentalités, mais aussi une affaire de conditions de rapports de forces objectifs, et de conditions géographiques et matérielles. C'est pourquoi les penseurs stratégiques essaient de déterminer un seuil de responsabilité entre dirigeants politiques et généraux sur le terrain : aux premiers revient la mission de créer l'armée de la victoire en lui fournissant des chefs et des soldats, des armes et des approvisionnements, aux seconds de maximiser l'usage des ressources à disposition pour obtenir la victoire ou éviter la défaite.

Il ne s'agit donc pas de fourrer le débat dans l'enveloppe du message culturel pour encourager la vocalise perpétuelle, mais dans ce champ souvent labouré, de re-chercher et de re-interpréter, autrement dit d'enrichir le débat et parfois d'étoffer la preuve. Dans le cas présent, la preuve est connue depuis longtemps, mais elle atteint des volumes immenses qui nécessitent, compte tenu du faible nombre de spécialistes, beaucoup de temps à exploiter et beaucoup de doigté.

Poussou aussi relève le débat Montcalm-Vaudreuil, pour le replacer dans le processus de la grande politique militaire française, concluant que le débat est clos (!), que la France n'a pas abandonnée la Nouvelle-France, mais que ses efforts ont été obérés par la maîtrise navale britannique et les difficultés militaires en Europe même, au bout du compte que « la possession du Canada n'est qu'un objectif secondaire pour la monarchie française par rapport à sa politique européenne » (p. 46).

Je pense que l'on approche de la vérité quand l'on se concentre sur un débat cher aux nationalistes québécois, celui des destructions systématiques de fermes en aval et en amont de Québec. Dans son récit des batailles autour de Québec en 1759, Hélène Quimper rappelle le placard de Wolfe de juin 1759 demandant aux Canadiens de demeurer neutres sous peine de « souffrir tout ce que la guerre offre de plus cruel³ », menace mise à exécution à compter du 25 juillet : 1 400 maisons et fermes auraient alors été détruites⁴. Ces destructions auront comme conséquences néfastes et inattendues l'année suivante de faire souffrir l'armée anglaise maintenant de Murray et, après la reddition de Montréal, de placer la colonie conquise au bord de la famine, comme le rappelle Desmond Morton.

Heureusement, ni Vaudreuil ni Montcalm n'ont eu la malchance d'être élevés à notre époque d'histoire culturelle, ce qui leur épargne l'idée saugrenue que la stratégie serait en quelque sorte la conséquence d'une mentalité et d'un contexte. Il y a une logique aux choses, et cette logique est décodée depuis fort longtemps par des individus plus intelligents et plus cultivés que nous. Montcalm est indéniablement l'un de ces individus.

Vaudreuil était peut-être attaché à sa stratégie aussi dogmatiquement sinon plus que Montcalm à la sienne. Vaudreuil employait ainsi des ressources qui furent toujours modestes, ce à la manière de ses glorieux prédécesseurs et ancêtres Canadiens, qui n'ont cependant pas eu à se battre dans un conflit aussi fourni en grandes opérations, ni à combattre autant de soldats et de marins de forces régulières britanniques aguerries: plus de 20 000 hommes pour l'armée britannique seulement, indique Lessard, ce sans compter les marins de la Royal Navy et sans les armées provinciales américaines, dont 16 000 du seul Connecticut selon Westbrook!

Les résultats des glorieux ancêtres avaient généralement été bons. Comme Vaudreuil avait le réflexe conditionné – on ne change pas la levure quand le pain lève, écrivait la bonne du marquis dans une lettre aujourd'hui égarée – il défendit sa colonie «à la canadienne».

Théorisons un brin. Élément de stratégie nouvelle-française no. 1: la donne stratégique générale change en 1756 du simple fait de la volonté du premier ministre Pitt; no. 2: la Royal Navy a un contrôle grandissant et bientôt total de l'estuaire du Saint-Laurent; no. 3: la périphérie stratégique de la Nouvelle-France est tout sauf la vallée du Saint-Laurent, Québec étant le point intérieur le plus près d'une attaque, Montréal ensuite, Trois-Rivières étant la moins exposée; no. 4: les fortifications de Québec ne sont pas terminées et la ville ne peut soutenir un siège depuis les murs de Sainte-Foy; no. 5: la petite guerre, peu coûteuse en soldats à première vue, demande quand même des ressources logistiques significatives; no. 6: vitales sont les alliances amérindiennes, qui doivent être globalement pro-françaises, sinon pas de guerriers pour terrifier l'ennemi, pas de renseignements et pas de sûreté pour mener les opérations à distance; no. 7: la supériorité ennemie est écrasante et tout donne à penser qu'elle s'accroîtra; no. 8: cependant, la saison peut jouer pour les Français lorsque l'hiver s'annonce.

Et Montcalm et Vaudreuil évoluaient dans le même cadre stratégique et ce n'est pas une différence de mentalité, canadienne ou française, qui pouvait y changer grand-chose. On devrait finir par reconnaître que la possibilité stratégique des décideurs en Nouvelle-France devint plus étroite avec les années. La perte de Louisbourg en 1758 est un coup dur mais imparable depuis Québec. On verra que Montcalm en a pris son parti. Cependant, la perte (ou l'abandon) de l'Ohio paraît moins grave du fait des distances et du fait qu'aucune force d'invasion importante ne peut

venir des Grands Lacs. On perd également peu de ressources agricoles et on économise des hommes en sacrifiant l'Ohio. Quand on y pense un peu, la question stratégique se résout d'elle-même. Du moment que cette réalité est acceptée, la nécessité du combat «à l'européenne» devient évidente. Montcalm avait raison.

Dans la réalité, Vaudreuil défend plus que la souveraineté de Louis Bourbon Jr en Amérique; il protège ses clients et le commerce qui les enrichit tous. Montcalm a sans doute aussi des intentions cachées, comme le désir de commander une grande armée dans une vraie belle guerre comme on les fait en Europe. Et les deux ont à composer avec des subordonnés parfois courageux, parfois lâches ou corrompus. *The devil is in the details* disent nos maîtres les Anglais...

On pourrait continuer en évoquant les décisions stratégiques de l'hiver et du printemps 1759, après la concentration sur le cœur de la colonie. Qu'il suffise de dire ici que Montcalm souhaitait depuis quelque temps déjà concentrer les effectifs militaires et les populations dans la vallée du Saint-Laurent pour défendre et produire pour la défense.

Je sais, on a beaucoup dit de mal de la vénalité de Vaudreuil et de Bigot, mais on finit par l'oublier lorsqu'il s'agit de défendre le premier (raison pour laquelle c'est surtout Bigot qui se tape les reproches), bon Canadien, contre Montcalm, maudit Français⁵. D'ailleurs, la méfiance à l'encontre de l'intendant Bigot et du gouverneur Vaudreuil est une qualité acquise, pas une donnée de départ.

Les entrées au journal du général dans la seconde moitié de 1756, le mois de son arrivée à Québec, témoignent de déférence à l'égard des deux principaux administrateurs de la colonie. Mais le différend à venir est semé, si l'on peut dire, lorsque Montcalm priorise le fort Frontenac (Kingston, Ontario) sur les postes éloignés de Niagara et de Belle-Rivière (Ohio)⁶. Comme tout bon officier du temps, le premier souci de Montcalm est de renforcer ses bases d'opérations, dont les faibles fortifications du fort Frontenac et de Montréal, et de «mettre de l'ordre dans les vivres, magasins et hôpitaux», ce à quoi Montcalm nous dit avoir réussi «aidé par M. Bigot», notamment en coupant la bonne farine avec celle qui s'était gâté dans les magasins⁷...

Cependant, on sent l'ironie poindre en janvier 1757: les «gens peu instruits ont été fort inquiets et fort embarrassés de ce que deviendrait le gouvernement de la colonie, dans le cas de la perte de M. le marquis de Vaudreuil», «si les secours de France ne viennent de bonne heure, par le défaut de vivres». Alors, malgré «toute l'activité de Monsieur l'intendant, la matière manquera de bonne heure⁸».

La capture de fort Frontenac en septembre 1758, «clef du pays», et surtout la destruction des magasins français et des barques armées qui permettaient les communications avec le pays d'En-Haut, soulève l'ire du

général français⁹. Si le fort Frontenac est repris, les précieux et irremplaçables approvisionnements qui s’y trouvaient ont été perdus. Des pages au vitriol sur la « Grande-Société », le cartel des puissants Canadiens à la tête de la politique et des affaires de Nouvelle-France, suivent :

La concussion lève le masque ; elle ne connaît plus de bornes ; les entreprises augmentent, se multiplient ; une société seule absorbe tout le commerce intérieur, extérieur, toute la substance d’un pays qu’elle dévore ; elle se joue de la vie des hommes. Les habitants, éternés par des travaux excessifs, consomment en pure perte pour eux leurs forces, leur temps, leur jeunesse ; l’agriculture languit, la population diminue, la guerre survient, et c’est la Grande-Société qui, par des attentats utiles à ses intérêts seuls, fournit aux vues ambitieuses des anglais le prétexte d’allumer le flambeau¹⁰.

Le général se fait extrêmement critique de la dépense d’hommes et de provisions faite pour maintenir les forts avancés. Montcalm insinue que si Vaudreuil veut défendre ces postes, c’est pour préserver les positions commerciales des membres de la « Grande-Société », et que cela en était ainsi depuis le début des opérations en Amérique, donc avant la déclaration officielle de guerre, la fin du paragraphe cité étant une allusion aux manœuvres françaises en Ohio qui ont mené à l’ouverture des hostilités en 1755. Montcalm est d’accord pour soutenir le Niagara et remettre en état le fort Frontenac, mais pas pour perpétuer les avantages commerciaux de la clique de l’intendant Bigot et du munitionnaire Cadet, surtout pas en envoyant des centaines de miliciens aux qualités militaires douteuses aussi loin, alors qu’il faudrait des troupes réglées¹¹.

On pourrait dire qu’il était nécessaire de maintenir des postes dans les Grands Lacs pour soutenir les alliances amérindiennes, mais là-dessus Montcalm est prudent, car il a toujours pensé que ces alliances étaient fragiles – les « sauvages ont demandé à partir ; ces messieurs n’aiment pas les mauvaises nouvelles¹² », écrit-il le 2 septembre 1758 – c’est-à-dire que les affinités franco-amérindiennes sombreraient sous le poids de la réalité géostratégique si on employait un vocabulaire moderne. Quant aux marchandises convoyées vers le lac Ontario et le Niagara, elles sont choisies selon Montcalm pour entretenir le commerce plutôt que pour approvisionner les forts en matériel de guerre¹³. Quant à l’autre frontière, celle de l’Ohio, Montcalm n’a plus aucun doute sur l’opportunité de ne plus s’y maintenir :

L’abandon de fort Duquesne serait selon moi, dans les circonstances présentes, plus avantageux que nuisible à la colonie. C’est une branche qui épuise le tronc. Comment, dans une disette pareille d’hommes, de vivres et de moyens, soutenir un poste aussi éloigné, l’occasion et l’instrument de frais immenses, c’est-à-dire d’un pillage sans bornes ? Dans un conseil de guerre, si, dès l’année 1757, on eût voulu en tenir un, j’eusse ouvert l’avis de faire sauter le fort Duquesne, de regarder le Niagara comme la barrière de cette partie et de rapprocher ma défense du centre. Mais eût-on consenti à abandonner ainsi l’occasion de richesses prodigieuses pour la Grande-Société ?¹⁴

Fort Duquesne est finalement abandonné par son commandant le sieur de Ligneris en janvier 1759, lorsque les alliés indiens passent aux Anglais. Montcalm est soulagé, car l'artillerie et les munitions sont sauvées.

Cependant, le commandement militaire étant toujours divisé¹⁵, Vaudreuil pouvait disposer des milices et des troupes de la Marine à son gré. Si une preuve était nécessaire de l'incurie stratégique mais profitable des partisans de Vaudreuil, ce sont les instructions à Pouchot qui devraient dissiper les derniers doutes. Pouchot, capitaine du régiment de Béarn, est détaché avec 150 Canadiens (sous le commandement du chevalier de Repentigny) pour renforcer la frontière du Niagara. Mais les instructions de Pouchot impliquent que celui-ci doit tenter de reprendre fort Duquesne si les Anglais n'ont pas de force d'invasion dans le pays d'En-Haut, car, ironise Montcalm, « il ne faut pas renoncer à une idée aussi flatteuse, quoique aussi dénuée d'apparence¹⁶ », c'est-à-dire contre toute vraisemblance. Vaudreuil n'avait pas communiqué ses intentions à Montcalm, et c'est seulement par Pouchot, à la veille du départ de celui-ci, que Montcalm apprend le « gigantesque », le mot est de Montcalm, des intentions du gouverneur¹⁷. Ce n'est pas la seule cachoterie du gouverneur : le recensement des ressources réalisé en janvier et février 1759 ne sera pas communiqué à Montcalm, alors que celui-ci en avait bien besoin pour planifier la campagne de l'été : « Quelle nécessité qu'il ait ces connaissances ? Il pourrait faire un projet de campagne proportionnée à nos forces et à nos moyens qu'on en voudrait pas suivre¹⁸. »

Après la catastrophe de la reddition de Louisbourg, Montcalm écrit : « Je pense que si l'Île-Royale [l'Île-du-Cap-Breton] est rendue à la France, ce sera un simple poste avec un commandement de cent hommes pour la police de la pêche ; quelques ouvrages qu'on y fasse, la place sera prise, parce qu'on ne saurait empêcher la descente. Ainsi c'est une dépense énorme pour la fortification, son entretien et celui d'une grosse garnison qui tombent à pure perte¹⁹. » La chute connue, tous les efforts auraient dû être faits pour évacuer l'Île Saint-Jean, l'actuelle Île-du-Prince-Édouard :

En conséquence de la capitulation de Louisbourg, les Anglais ont retiré de l'île Saint-Jean quatre mille habitants qui y étaient. Jamais on n'a pensé ici que le nombre en fût aussi grand. Cependant j'eusse regardé comme une grande victoire de rappeler dans l'intérieur de la colonie des hommes qu'elle nourrissait à grands frais et de s'en servir ici, soit de cultivateurs sur les terres des habitants occupés à la guerre, soit des canotiers pour faire les transports et ménager par là les colons agriculteurs²⁰.

Car la famine menace le gouvernement de Québec. La ration de pain est réduite et on tue les chevaux pour donner de la viande aux troupes²¹.

C'est ainsi que le gaspillage logistique se poursuit presque jusqu'à la fin, alors que la disette est générale, que la famine menace à Québec,

avec la cherté correspondante des denrées, à l'hiver 1758-1759. Le 2 janvier 1759, Montcalm rapporte un « murmure du peuple » que l'intendant veut rationner encore plus sévèrement, ce qui conduit à une « émeutes de quatre cents femmes » qui conduira l'intendant à céder, pour l'instant. On met alors en état de réquisitions les fermes du gouvernement de Montréal, avec un succès relatif²². Quatre cents femmes, c'est quelque chose dans une colonie de 70 000 habitants. C'est proportionnellement plus que les sept ou huit milles femmes qui ramenèrent le boulanger, la boulangère et le petit mitron de Versailles à Paris le 5 octobre 1789!

Bref, la colonie est logistiquement au bord du gouffre, et de cela Vaudreuil, Bigot et Cadet en sont les principaux responsables.

The devil is in the details, parole de *God* ! Ce sont des détails du genre qu'affectionne Rénald Lessard, qui présente une unité peu connue hors les spécialistes, le Corps des volontaires-étrangers, des hommes recrutés aux frontières orientales de la France (Alsace, Lorraine, Palatinat, Suisse, etc.), surtout germanophones, et qui vont servir en unité à Louisbourg en 1758. Quelques réchappés de la capture vont se retrouver dans les régiments de lignes à Québec l'année suivante. Ce faisant, Lessard expose la pénurie grave de recrues françaises disponibles pour le Canada. Il expose par la même occasion la destruction de la marine marchande française réquisitionnée pour transporter troupes et vivres pour l'armée en Nouvelle-France: en 1755, 310 vaisseaux pris par les Anglais, en 1756, 251, en 1757, 364 et en 1758, 153. Lessard de conclure que la « France, désormais, ne peut plus suivre la cadence, ce qu'elle faisait depuis 1750²³ ».

Encore 1812

Signalons la réédition du journal de Jacques Viger (édité par Bernard Andrès et Patricia Willemin-Andrès, Québec, PUL, 2012, 156 pages avec les plans et croquis de Viger, dont plusieurs en couleur, monsieur Andrès, madame Willemin-Andrès et la maison d'édition ayant fait un travail remarquable). Le capitaine Viger ne relate qu'un seul combat, le raid du 29 mai 1813 contre Sackets Harbor, qui se termine par une retraite mal menée par le commandant de l'expédition. Mais les longues préparations de toute nature, transport et approvisionnements en particulier, sont décrites en détail et justement commentées par les Andrès, ce qui en fait un document précieux sur la réalité des opérations, qui nécessitent plus d'endurance et de bonne administration que de courage.

Dans leur assez longue introduction, les auteurs expliquent que la levée des miliciens ne fut pas aussi facile que certains l'ont laissé entendre depuis 2011 aux fins de célébrer la glorieuse unité des nations canadiennes. À cela, rien de très surprenant. Mais il ne faudrait pas commettre l'erreur opposée, c'est-à-dire attribuer à un nationalisme encore bien poussif

l'opposition à la conscription²⁴. En fait, les paysans canadiens-français se comportent d'une manière semblable à celle des paysans européens de la même époque. Une lecture d'histoire sociale m'apparaît plus juste qu'une lecture politique ici²⁵. Dit autrement, on accorde trop d'importance aux déclarations des élites, pas assez aux comportements prudents des paysans ; les discours enflammés portaient parce que le public était plus que réceptif. Il faut mettre la pointe de la charrue seigneuriale à sa place, dans la profondeur du sillon que traçaient nos paysans et leurs animaux de trait. Du reste, que les miliciens canadiens-français résistent à la conscription et que leurs chefs fussent « nationalistes » n'empêchait pas qu'ils pussent également soutenir l'effort de guerre contre les Américains, ce que firent justement Viger et ses Voltigeurs (introduction, p. 17).

Pour revenir à l'intendance, il ne faudrait pas non plus être angélique et penser que le travail « administratif » garde les mains propres. Plus que de trucider des méchants Américains, ce qui demande quand même un peu de courage, la troupe de Viger volait légalement de pauvres colons sur la route de Laprairie à Brockville, ce qui en demande beaucoup moins :

[L]’office que j’ai rempli tout le long de la route a été moins celui d’un *Commandant*, que celui d’un *Sergent*. Au lieu d’être à la tête de mon parti, j’ai constamment formé l’arrière-garde, pour presser la marche du bagage ; et loin de conduire les hommes, l’on m’a toujours vu au cul des chevaux et des bœufs. J’étais accompagné d’une *Press-gang* que j’employais à arrêter les voitures sur le chemin, ou à enlever les animaux dans les écuries, – quand nous ne pouvions faire autrement. J’étais autorisé à le faire et si je n’eusse pas employé la force pour me procurer des voitures, je ne sais pas si je serois encore rendu. Depuis l’automne dernier les charrois n’ont pas discontinués. Les pauvres habitants font pitié sous ce rapport ; les réquisitions ne cessent pas et leurs bêtes n’en peuvent plus. Grande quantité de leurs animaux sont morts de fatigues, et tous les chevaux que l’on voit maintenant ont peine à se traîner, tant ils sont maigres. Le foin se vend vingt piastres, encore est-il rare ; pour l’avoine, il n’y en a point.

J’avais en avant de moi, – d’abord un détachement du 8^e Régiment – puis le parti des Voltigeurs sous le major Heriot, et enfin deux autres compagnies du 8^e Rég. que j’avois rencontrées à Châteauguay ; tout ce monde pressoit comme moi et m’enlevait toutes les voitures. Je me suis vu contraint par cela même de forcer des voitures de Laprairie – pressées à Châteauguay, ainsi que celles de ce dernier endroit – à continuer avec moi jusques à Cornwall ; et le soir, crainte qu’elles nous échappassent, on les rassembloit et plantoit des sentinelles auprès. Eh bien, le croiriez-vous ? Plusieurs de ces pauvres habitants ont préféré nous abandonner leurs trains et leurs harnois – pour s’enfuir de nuit avec leurs chevaux²⁶.

Les réquisitions de toute nature constituent un malentendu permanent entre le monde paysan et le monde militaire, comme la conscription.

Intéressant à un autre point de vue est le numéro spécial de *The Journal of Military History*, la plus grande revue d'histoire militaire du monde, austère comme il sied à un périodique scientifique. Mais sur la couverture, on trouve une illustration couleur du dessinateur G. A. Embleton, qui tra-

vallait pour Parcs Canada: les Voltigeurs canadiens en 1813, ceux-là même qui, avec des alliés amérindiens et quelques troupes canadiennes-anglaises, arrêterent l'armée d'invasion américaine à Châteauguay! Ainsi, les Américains abordent une défaite, qui plus est en n'omettant pas de placer le circonflexe là où il le faut! Donald Graves et John Grodzinski signent la partie canadienne du sommaire.

Il y avait un autre anniversaire en 2012 : les 70 ans de Dieppe!

Rawling, Bill, *Dieppe 1942 : la catastrophe*, Montréal, Athéna éditions, 2012, 360 p.

Publié à la fin de 2012, ce livre est probablement le plus à jour et le plus complet en toute langue sur le sujet. Il est extrêmement difficile de se distinguer en écrivant un livre sur Dieppe; Rawling mentionne 50 monographies, ce sans compter les innombrables témoignages. Or, ici, pas de paraphrases de cette littérature, puisque la planification, la bataille (ou plutôt les différents combats), le bilan et même le sort des prisonniers sont relatés à partir de sources primaires. L'auteur intègre des témoignages, mais des témoignages « frais » (donc recueillis il y a longtemps), car, explique-t-il en début du livre, « la mémoire commence à se modifier quelque six jours après un événement » (p. 9). À partir de là, la précision se perd. Ensuite, c'est la contamination par les récits des autres, des compagnons d'abord. Le temps passant, la contamination par les publications des historiens et les réalisateurs de documentaires, voire ceux de films de fiction, prend une place de plus en plus importante. D'où le fait que les interviews collectées auprès des survivants le plus tôt possible sont cruciales, ce que permettent les archives militaires, parce que les militaires ont le souci des renseignements opérationnels, ce qui plus tard sert bien les historiens.

Rawling est l'un de ces chercheurs dont un parent était à Dieppe (un oncle tué). Dieppe fait donc partie de la légende familiale, légende que l'historien professionnel doit nuancer et même contredire (p. 11). Les erreurs des chefs canadiens sont mises en évidence, notamment le rôle crucial du général Crerar dans la résurrection du raid à la mi-juillet 1942: « Il semble donc que les pressions politiques, surtout de la part de Churchill et de son gouvernement, pesaient beaucoup moins dans la balance que la détermination du quartier général des opérations combinées [lord Mountbatten] et de Crerar de lancer un raid contre Dieppe » (p. 80). On sait que l'inactivité de l'Armée canadienne depuis 1939 a beaucoup pesé dans la balance, plaçant ses principaux chefs dans une situation difficile, puisque les Canadiens n'ont rien fait sur terre en presque trois ans. Cette raison psychologique fort simple est presque sûrement l'explication essentielle

de la folle décision de lancer des unités de la 2^e Division canadienne à l'assaut du petit port très fortifié de Dieppe, qui n'avait aucun intérêt stratégique.

Compte tenu que peu de livres ou articles canadiens ou québécois ont paru sur le sujet l'an dernier, il est heureux que le lecteur ait maintenant cet ouvrage très dense, qui fait le tour de la question en ajoutant un petit peu de neuf.

Un dernier livre

Petrou, Michael, *Is this your first war? Travels through the post-9/11 Islamic world*, Toronto, University of Toronto Press, 2012, 217 p.

Michael Petrou est l'auteur d'une excellente histoire de la participation des Canadiens à la guerre civile espagnole (UBC Press, 2008). Comment un historien s'accommode-t-il d'un présent que ses études semblent avoir préparé à mieux comprendre? C'est un peu cette expérience que relate ici Petrou. Pour mener des enquêtes sur les ramifications de l'islamisme radical (au pouvoir ou non) pour le *Ottawa Citizen* et le *Macleans*, il s'est rendu sur le terrain au Pakistan, en Ouzbékistan, en Iran (malgré les difficultés opposées par le gouvernement iranien), au Soudan, en Palestine (en territoire de l'OLP) et évidemment en Afghanistan.

Pas de thèse ici, sinon implicite, à savoir que l'Islam radical doit être combattu et voici comment font X ou Y. L'originalité du point de vue est le suivant: il ne s'agit pas de traquer le terroriste à foulard, mais d'observer des gens, certains très ordinaires, dans leur lutte pour ou contre des terroristes ou des gouvernements employant des moyens terroristes. Il en ressort un portrait assez complexe du terrain islamiste, pas forcément rassurant. Cumulant les commentaires de dizaines de contacts interviewés, souvent dans des conditions difficiles voire dangereuses pour l'interviewé et l'intervieweur (à Téhéran notamment), Petrou conclut que toutes ces luttes contre des régimes ou des factions radicales peuvent être menées à bien seulement si l'Occident apprend à limiter son intervention à l'essentiel, évitant les erreurs grossières comme les bombardements aériens faisant beaucoup de victimes civiles. En général, il faudrait se limiter au support logistique et aux renseignements.

Pas beaucoup de recettes à tirer du livre, mais un inconfortable sentiment que sont menées des opérations, ou qu'elles ne sont pas menées lorsqu'il le faudrait, sans que jamais on puisse être sûr du résultat. Petrou essaie, très fort, de nous rendre ses «résistants» sympathiques, mais l'empathie que l'on éprouve effectivement pour les témoins, et la qualité des témoignages, me laissent franchement dans un état de confusion presque total. On est donc loin ici d'une thèse sur une guerre bien finie.

Une chose qui m'agace est l'impression que les interviewés, en voyant un Canadien, adoptent un discours libéral plaisant à nos oreilles. C'est toute la difficulté du reporter qu'il n'a pas la chance de l'historien, qui peut lire des comptes rendus provenant « des deux bords », qu'il peut les soupeser à son rythme, pour arriver à un jugement intégrant toutes les données, enfin beaucoup de données, ce que le reporter n'a pas le luxe de faire. C'est évidemment une question cruciale, car les chefs politiques doivent décider sans généralement avoir toutes les données en main, ou alors sans qu'il soit facile d'anticiper les conséquences d'une décision. Il y a quelque chose d'irréductible dans le reportage ou la décision politique, et l'historien est dans une position privilégiée par rapport au reporter ou à l'acteur.

Mais tant d'années après les faits, est-on en meilleure position pour expliquer ce qui s'est vraiment passé? Petrou fait douter.

Finalement, y aurait-il un point de rencontre entre le reportage et le travail de l'historien qui soit quelque chose comme le récit? L'un commençant l'histoire (au sens de récit), l'autre continuant? Cela non plus n'est pas totalement rassurant.

J'ai souvent des doutes sur les livres de reportage. Je pensais que celui-ci, écrit par l'auteur d'un bon livre d'histoire, ferait exception. Or le voile s'est épaissi...

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Celui de la sauvage Guerre de Trente Ans, qui sera la dernière des grandes guerres de religion en Europe.
2. *La guerre de Sept Ans en Nouvelle-France*, p. 170-171.
3. *Ibid.*, p. 208.
4. *Ibid.*, p. 209.
5. Dans sa nouvelle édition des journaux (dictés) de Montcalm, Roger Léger rappelle les accusations, conclut que Montcalm et ses subordonnés généralisaient trop, mais que « les abus dont parle Montcalm ont réellement existé » (*Le journal du marquis de Montcalm*, édition revue et augmentée, Montréal, Les éditions Michel Brûlé, 2007, p. 28).
6. 30 mai 1756, *ibid.*, p. 69.
7. 16 juillet 1756, *ibid.*, p. 75
8. 5 janvier 1757, *ibid.*, p. 135.
9. 4 octobre 1758, *ibid.*, p. 382.
10. *Ibid.*, p. 383.
11. *Ibid.*, p. 372-375. Voir en particulier ses critiques du commandement de la colonne du sieur Duplessis, le vieux major de Montréal, *ibid.*, p. 365, 375 et 398.
12. 4 septembre 1758, *ibid.*, p. 370.
13. 4 octobre 1758, *ibid.*, p. 382.
14. *Ibid.*, p. 384.
15. L'unité de commandement ne sera imposée que sur instruction formelle de Paris en juin 1759.

16. Seconde moitié de mars 1759, *ibid.*, p. 414. Pouchot a laissé un récit détaillé de son séjour en Amérique, peu loquace sur les premiers mois passés au Canada. Il ne donne pas son interprétation des instructions de Vaudreuil, mais il agit exactement comme Vaudreuil voudrait qu'il agisse, tentant de rétablir les communications avec l'Ohio et de « faire ruiner leurs forts de Loyal-Anon et de Pittsbourg », de sorte que, « [a]près cette expédition, cette partie [l'Ohio] n'aurait plus rien à craindre » (Pierre Pouchot, *Mémoires sur la nouvelle guerre en Amérique septentrionale...*, texte établi par Catherine Broué, Québec, Les éditions du Septentrion, 2003, p. 92).
17. *Le journal du marquis de Montcalm, op. cit.*, p. 412-414.
18. Seconde moitié de mars 1759, *ibid.*, p. 411.
19. 6 septembre 1758, *ibid.*, p. 371.
20. 7 octobre 1758, *ibid.*, p. 385.
21. Pierre Pouchot, *op. cit.*, p. 81-82.
22. *Ibid.*, p. 407.
23. « Le Corps des volontaires-étrangers et la défense de la Nouvelle-France », p. 267.
24. L'institution de la milice depuis la Nouvelle-France jusqu'à la guerre de 1812-1814 fait l'objet d'une description socio-statistique dans un petit livre de Luc Lépine, aussi paru chez les PUL en 2012. Mais on lira d'abord les Andrès.
25. Une telle lecture se trouve dans le remarquable livre d'Annie Crespin, *Histoire de la conscription*, Paris, Éditions Gallimard, 2009, 528 p.
26. *Le journal de 1812 : le journal de Jacques Viger*, Québec, PUL, 2012, p. 72. C'est Viger qui souligne.